



Fiche
technique
N° 1

Fiche technique du projet DACEFI-2

Les nouvelles dispositions légales pour la récupération de bois abandonnés

Contexte

Dans le domaine forestier rural au Gabon, il est très fréquent d'observer des grumes abandonnées en pleine forêt et/ou sur d'anciens parcs à grumes. Elles ont été volontairement ou involontairement laissées lors de l'exploitation de la zone par des opérateurs économiques, et vouées au pourrissement. Elles sont parfois plusieurs centaines autour d'un village.



Bois abandonné dans une forêt à proximité d'un village

La loi gabonaise, en son code forestier, stipule qu'il est interdit d'abandonner une grume abattue et qu'une grume à terre pendant plus de six mois est déclarée abandonnée, devenant alors propriété de l'état (article 134). Dès lors, quiconque souhaite récupérer ce bois peut en faire la demande auprès des directions provinciales, qui décide de l'acquisition moyennant le paiement d'une taxe.

Récupérer un bois abandonné comporte plusieurs avantages. Au delà de la raison morale de limitation du gaspillage, la récupération de ces grumes par les communautés riveraines par exemple permet la construction d'infrastructures simples mais indispensables aux villages, telle que des dispensaires, salles de classe, bancs, meubles, etc. Les grumes sont de plus hautement valorisées, car tout ou presque est utilisé, jusqu'aux dosses, écorce, sciure, etc.

Problématique

Initialement, la récupération de bois abandonnés était taxée à 3 000FCFA/grume, prix tout à fait raisonnable qui encourageait les initiatives de récupération et de recyclage à l'échelle locale. Cependant, en octobre 2011, la Direction Générale des Forêts a proposé (note d'instruction n°000844/MEF/SG/DGF/DEPRC/SRC) aux services locaux des Eaux et Forêts un nouveau barème des prix pour les bois abandonnés. Le prix dépend du volume et non plus de la grume et est variable d'une espèce à l'autre, allant de 15 000FCFA/m³ à 180 000FCFA/m³ en fonction de la valeur commerciale des essences (41 sont concernées par ce barème).

Dès lors, la nouvelle taxation élevée ne va-t-elle pas décourager la récupération de grumes abandonnées au profit des permis de coupe beaucoup plus abordables ?

Dans le cas d'une récupération d'une grume de 4m³ de Kévazingo (*Guibourtia tessmannii*), l'individu ou la communauté devra s'acquitter d'une taxe de 720 000FCFA (4 x 180 000FCFA), ce qui est d'une part très important, mais surtout en inéquation avec les prix appliqués pour les permis de coupe. En effet, l'autorisation spéciale de coupe (arrêté n°669/MEF du 20 septembre 2010) est taxée à 6 000FCFA/grume, et les permis de gré à gré (décret n°725/PR/MEFEPA du 8 septembre 2008) à 300 000FCFA les 50 grumes (soit aussi 6000FCFA/grume), les deux ne considérant pas le cubage. En suivant notre exemple, la somme payée pour récupérer 1 grume abandonnée de Kévazingo permet de payer les taxes pour en couper 120 sur pied.

Avec cette très nette différence, la coupe d'arbre vivant est privilégiée à la récupération et au recyclage de bois abandonnés, qui ne pourront, de part ce prix très élevé, plus être envisagés par les communautés rurales.

Enfin, au-delà de cet aspect de taxe, il se pose également le problème des espèces non représentées dans la liste figurant sur la note d'instruction. Quel niveau de taxe devons-nous appliquer pour des essences comme le Sorro (*Scyphocephalum manni*) par exemple ?

Ce que l'expérience de DACEFI-2 peut apporter

La taxation élevée du bois abandonné permet certes de limiter les abus de demande de récupération par les exploitants forestiers industriels et semi-industriels. Cependant, cette mesure frappe également les communautés rurales qui aujourd'hui ne peuvent plus compter sur cette voie pour le développement de leur village. Les communautés sont doublement pénalisées ; d'une part par les exploitants et opérateurs économiques, qui abandonnent très régulièrement du bois en forêt, et ensuite par la mesure qui découle de ce mauvais comportement.

La taxation du bois abandonné est positive, car elle permet de réguler cette activité et profite à l'état. Nous encourageons cependant la différenciation entre exploitants (opérateurs économiques) et communautés rurales dans le système de taxe. **Dans le cadre des forêts communautaires, une disposition légale pourrait permettre de faciliter, via une taxe abordable, le recyclage de grumes abandonnées qui, utilisées ou vendues, permettront le développement du village.** Il semble important d'harmoniser cette taxe avec celles demandées pour les permis de coupe, afin de garder une certaine cohérence, et d'encourager la récupération plutôt que l'abattage. Ceci permettra de limiter l'illégalité et de favoriser la gestion durable des forêts.